

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, et Manmohan Singh, Premier ministre de l'Inde, notamment sur les relations euro-indiennes et sur la crise financière internationale, à Marseille le 29 septembre 2008.

LE PRÉSIDENT - Mesdames et Messieurs, nous venons avec le Premier ministre SINGH et le Président BARROSO, Javier SOLANA, Bernard KOUCHNER, Madame IDRAC, Monsieur MANDELSON de tenir à Marseille, et je remercie le Maire, un sommet qui, je l'espère, marquera un temps fort de la relation entre l'Union Européenne et l'Inde. En résumé, avant que le Président BARROSO ne présente les éléments concrets de notre accord, nous avons voulu, avec le Premier ministre indien, montrer à quel point la relation entre l'Europe et l'Inde est stratégique. Elle est stratégique sur un plan commercial et nous avons décidé d'accélérer les discussions pour négocier un accord bilatéral Europe-Inde de libre-échange. Il y a notamment eu un débat, un échange entre le ministre du Commerce extérieur indien et le Commissaire MANDELSON pour voir comment nous pourrions aller plus vite vers cet accord.

Nous avons également parlé d'un sujet extrêmement préoccupant qui est le réchauffement climatique et nous avons salué la volonté du gouvernement indien d'aller vers le nucléaire civil. Le Président BARROSO a proposé à l'Inde de participer, sur toutes les questions de recherche et de sécurité, à EURATOM, ce qui est cohérent naturellement avec le souci de l'Inde de participer au succès de la conférence de Poznan, en décembre, parce que nous avons fait valoir que le monde a besoin de l'Inde pour lutter contre le réchauffement climatique.

Nous avons également parlé d'un certain nombre de dossiers extrêmement importants où nous avons besoin de l'Inde. Nous avons fait part à l'Inde de notre grande préoccupation s'agissant de la situation en Birmanie, l'aspect intolérable de l'attitude de la junte birmane, notamment vis-à-vis des organisations humanitaires et de l'aide humanitaire. Je crois pouvoir dire que nous avons une identité de vues même si l'Inde, voisin de la Birmanie, a son propre langage.

Nous avons parlé de la question iranienne et de la nécessité qu'il y a à dissuader l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Là aussi, je crois pouvoir dire qu'il y a une grande identité de vues entre l'Inde et l'Union Européenne. Nous avons évoqué la question de l'Afghanistan, la question du Pakistan qui seront l'objet de nouvelles discussions lors du déjeuner.

Et puis, je voudrais dire que nous avons - je crois pouvoir le dire comme cela - une grande identité de vues sur la crise financière. En tout cas, sur le plan du principe, sur la nécessité que les grands pays, puissances économiques, d'aujourd'hui et de demain, se concertent pour fonder les bases d'un nouveau système financier international. Il y a une claire conscience de l'Inde qu'elle risque d'être touchée, à un moment ou à un autre, par la crise qui a commencé à naître aux États-Unis.

Je souhaite également vous dire à ce propos que, d'accord avec le Président BARROSO et de moi

Je souhaite également vous dire à ce propos que, s'agissant du Président BARROSO et de moi-même, je prendrai l'initiative, en accord avec le Président BARROSO, de rassembler à Paris dans les jours qui viennent - bien sûr, le Président de la Commission dont on sait le rôle essentiel qu'il joue -, les quatre pays européens membres du G8 : l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la France, le Président de la zone euro, M. JUNCKER et le Président de la BCE, M. TRICHET, pour que nous puissions préparer dans les meilleures conditions la tenue du sommet mondial que j'ai appelé de mes vœux sur la refondation d'un nouveau système financier international, de façon à ce que le plus possible l'Europe puisse parler d'une même voix. Nous avons également, avec le Président BARROSO, parlé d'autres initiatives que nous prendrons dans les jours qui viennent s'agissant de la question de la crise financière.

M. MANMOHAN SINGH - Monsieur le Président, Docteur BARROSO, Mesdames et Messieurs de la presse. Dès le départ, je voudrais remercier le Président SARKOZY pour son hospitalité extraordinaire, l'hospitalité qui m'a été réservée à moi-même ainsi qu'aux membres de ma délégation dans cette très belle ville de Marseille.

Nous avons eu des discussions très utiles et très constructives avec le Président SARKOZY ainsi qu'avec le Président de la Commission, le Dr BARROSO et ses collègues. Notre partenariat, fondé sur des valeurs communes et sur notre engagement démocratique, les droits de l'Homme, les libertés fondamentales et le pluralisme, est un pilier important du nouvel ordre émergent mondial. Nous avons partagé nos vues sur nos régions respectives et nous avons échangé les idées sur les problèmes mondiaux dont la crise financière actuelle, la réforme des institutions internationales y compris les Nations Unies, l'énergie et la sécurité alimentaire, le changement climatique et le terrorisme. Nous sommes convenus d'atteindre un total d'échanges de 100 milliards d'euros par an dans les cinq années à venir et de conclure un accord bilatéral de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde d'ici 2009.

Nous avons examiné le plan d'action commun d'octobre 2005 et nous sommes convenus d'ajouter de nouveaux domaines de coopération dont la formation professionnelle, les nouvelles technologies biologiques, l'exploration de l'énergie solaire en Inde et la recherche dans le domaine du nucléaire civile, y compris l'énergie de la fusion.

Nous avons discuté de plusieurs problèmes liés à la lutte contre le terrorisme y compris la coopération entre EUROPOL et l'organisation homologue en Inde.

Nous avons lancé un programme sur l'énergie, le développement propre et le changement climatique qui prévoit une collaboration dans le domaine des techniques du charbon propre, de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, de l'adaptation et la lutte contre le changement climatique et du transfert de technologies qui ne sont pas nocives pour le climat. Les accords entre l'Inde et l'Union Européenne ont été signés hier et nous avons décidé d'œuvrer vers la finalisation de mémorandum d'accords dans le domaine de l'éducation et de la culture. Je suis extrêmement satisfait des discussions que nous avons eues aujourd'hui. Le fait de tenir des sommets annuels entre l'Inde et l'Union Européenne reflète la très grande importance que les deux parties attachent à cette relation stratégique. Nous sommes convaincus que le partenariat stratégique entre l'Union Européenne et l'Inde contribue à la paix dans le monde, à la prospérité dans le monde et à sa stabilité. Je suis convaincu que nos relations continueront à s'accroître et à se diversifier sur la base des nombreuses synergies et complémentarités qui existent entre nous. Je vous remercie.

LE PRESIDENT - Merci, Monsieur le Premier ministre. Monsieur le Président BARROSO.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Merci, Monsieur le Président. Le Président SARKOZY et le Premier ministre SINGH viennent de présenter le contenu essentiel de notre sommet.

Permettez-moi de souligner quelques points. Tout d'abord, c'était essentiel, cette coopération entre l'Union Européenne et l'Inde, qui est la plus grande démocratie au monde. Je pense que c'est important de reconnaître que notre engagement avec l'Inde reflète aussi ce partage de valeurs communes. En termes concrets, je suis très satisfait des résultats de ce sommet car l'Inde et l'Europe ont affiché un engagement commun à trouver des solutions multilatérales aux défis communs, du changement climatique à l'organisation du commerce mondial, en passant par la paix, la sécurité, le développement soutenable, les prix alimentaires ou la sécurité

énergétique.

Ceci est désormais reflété dans la révision du plan d'action conjoint qui guide notre coopération.

Il y a quatre priorités dans ce plan d'action conjoint : la paix et la sécurité, le développement durable, la recherche et les échanges culturels.

Nous avons aussi décidé de lancer aujourd'hui un programme de travail conjoint sur l'énergie, le développement propre et le changement climatique. J'attire votre attention parce que, surtout en considérant les priorités de négociation multilatérales pour Poznan et Copenhague, c'est vraiment important que l'Inde et l'Europe puissent travailler davantage sur ces dossiers tellement importants. La Banque Européenne d'Investissement vient d'ailleurs d'indiquer son intention de signer des prêts pour un montant total de 300 millions d'euros dans les domaines des énergies renouvelables et des technologies pour réduire l'impact du changement climatique.

Un autre aspect que je ne peux manquer de soulever, surtout dans cette ville de Marseille qui nous accueille aujourd'hui, Marseille si proche de Cadarache, est l'association de l'Inde au projet ITER. Nous venons de finaliser les négociations entre Euratom et l'Inde en matière de coopération dans le domaine de la fusion nucléaire. Cet accord organise les modalités de la collaboration de l'Inde au projet ITER. J'ai aussi proposé au Premier ministre SINGH, et il a accepté cette idée, que l'on puisse désormais coopérer entre Euratom et l'Inde dans le domaine de la sécurité nucléaire civile et la recherche nucléaire civile. Je pense que le moment est venu de réfléchir à la meilleure manière de refléter les développements en matière de coopération nucléaire internationale. Il me semble opportun d'explorer, avec toutes les parties concernées, la possibilité d'une coopération scientifique dans ce domaine.

Nous avons aussi évoqué d'autres questions. Je ne vais pas y revenir dans le détail, notamment la question de la faim dans le monde où l'Europe reste très engagée.

Je veux encore souligner en termes concrets que ce sommet fut aussi une opportunité de souligner l'importance stratégique de notre accord de commerce et d'investissement. Nous avons mis l'accent sur le besoin de terminer ces négociations, si possible, en 2009. Hier, il y a eu la signature de l'accord horizontal sur l'aviation civile. Cet accord doit bientôt être suivi d'un nouveau programme de coopération technique dans ce secteur. Bientôt aussi, je l'espère, nous serons en mesure de conclure un accord sur le transport maritime.

La partie européenne, le Président SARKOZY spécialement, nous avons aussi tenu à féliciter et à saluer les propos du Premier ministre SINGH sur les récentes attaques contre des communautés chrétiennes en Inde. C'est une minorité qui a, bien sûr, ses droits protégés dans le cadre de la Constitution indienne, mais nous avons apprécié la vigueur, la clarté des propos du Premier ministre SINGH qui a, bien sûr, condamné sans équivoque ces attaques.

Nous avons aussi discuté de la question financière internationale avec le Premier ministre SINGH. Et là, j'aimerais vous dire quelque chose. Comme le Président SARKOZY vient de le souligner, il faut que l'on fasse quelque chose sur le plan global. Je tiens à saluer l'excellente coopération qu'il y a eu, même ce week-end, entre plusieurs gouvernements européens et quelques régulateurs, qui a permis de régler des questions extrêmement sensibles. Nous saluons ces efforts.

De la même façon, nous saluons l'initiative prise par le Congrès américain qui a trouvé un accord politique pour un plan de sauvetage américain. C'est évident que ce sont des mesures indispensables pour rétablir la confiance dans les marchés mais il nous faut des mesures plus structurelles. C'est pourquoi, je tiens à soutenir la proposition faite par le Président SARKOZY à l'Assemblée générale des Nations Unies, d'un sommet au niveau international pour que l'on puisse traiter ces questions, pour que l'on puisse trouver quelques propositions structurelles.

Nous devons préparer ce sommet au niveau européen. C'est pourquoi, je m'associe à l'initiative de réunir les pays européens membres du G8, plus le Président de l'Eurogroupe plus le Président de la Banque Centrale Européenne. Et je tiens à vous dire qu'ensemble, la Présidence française et la Commission, le Président SARKOZY et moi-même, nous sommes en train de préparer des initiatives que l'on puisse présenter au Conseil européen le 15 octobre. Je trouve qu'il est essentiel, à part les mesures de court terme, que les régulateurs, les autorités nationales sont en train de prendre avec une coopération avec la Banque Centrale Européenne et avec la

Commission, au-delà de cela, nous puissions avoir une réponse européenne structurelle. C'est la seule façon d'être sûr que la stabilité et la confiance pourront reprendre. Et les marchés réagiront, je suis sûr, positivement à ces initiatives. Merci.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, nous nous livrons tous les trois à vos questions.

QUESTION - Je voudrais savoir si vous pourriez nous parler davantage de la coopération dans le domaine du nucléaire civil et si on peut maintenant s'attendre à ce qu'un accord soit signé entre la France et l'Inde sur cette question demain, au cours de la rencontre bilatérale à Paris ?

M. MANMOHAN SINGH - Mesdames et Messieurs, l'Inde recherche la coopération avec tous les pays du monde pour toutes les questions qui sont liées à la promotion de l'énergie nucléaire civile dans notre pays. Le Congrès américain est actuellement en train de voter une législation qui permettra une coopération bilatérale dans ce domaine entre l'Inde et les Etats-Unis. Il y a un certain temps, le Groupe des Fournisseurs Nucléaires a accepté d'adapter ses lignes directrices permettant la coopération avec l'Inde pour toutes les questions liées au domaine de la coopération pour le nucléaire civil. Nous nous félicitons de pouvoir travailler avec la France comme avec d'autres pays dans ce domaine. Demain, nous avons un sommet bilatéral avec la France. C'est une question qui sera évoquée et j'espère que des résultats émergeront de cette réunion.

LE PRESIDENT - Nous en avons parlé lorsque j'avais eu le plaisir et l'honneur d'être reçu en Inde avec M. KOUCHNER. Moi, j'ai toujours pensé que l'Inde était une puissance majeure. D'ici 20 ou 30 ans, l'Inde sera la première puissance démographique du monde et je ne vois pas comment l'on peut dire à nos amis indiens : participez à la lutte contre le réchauffement climatique mais sans le nucléaire civil, dont on sait que c'est l'énergie la plus propre. C'est une incohérence totale. La France qui fait confiance à l'Inde, qui fait confiance au Premier ministre indien, a beaucoup œuvré pour que l'Inde puisse accéder à l'énergie nucléaire civile.

Nous nous réjouissons que les choses se débloquent. Demain, j'aurai le plaisir de recevoir le Premier ministre indien pour un sommet, cette fois-ci, non pas Union européenne-Inde, mais Inde-France. Il se peut, assez vraisemblablement, que nous ayons à parler de cette question et à prendre des décisions.

QUESTION - J'ai une question pour le Premier ministre. Vous avez parlé de l'accord qui doit se conclure d'ici à 2009 - fin 2009 - mais il semblerait que le projet ne corresponde pas aux positions adoptées par l'Inde au fur et à mesure que les négociations ont évolué.

M. MANMOHAN SINGH - Ecoutez, ce sont des négociations qui sont en cours. Nous comprenons quelles sont les questions qui sont sur la table, comment nous allons les aborder. Même si nous n'avons pas tout résolu, nous avons le temps de résoudre ces questions d'ici la date qui est évoquée dans le communiqué conjoint.

QUESTION - C'est une question pour le Président de la République. On l'a vu ce week-end, la crise financière s'aggrave en Europe. Il y a eu une nationalisation en Grande-Bretagne, un plan de sauvetage pour Fortis, ce matin, Dexia dévisse à la bourse de Paris. Alors, vous aviez dit la semaine dernière que vous alliez prendre vos responsabilités, que vous garantiriez les banques françaises, vous l'avez dit à Toulon. Comment cela va se traduire d'une part, et est-ce que vous avez peur de la contagion potentielle à d'autres banques françaises ?

LE PRESIDENT - Bon, la crise financière met le secteur financier à l'épreuve, y compris en Europe. Ce week-end, nous avons beaucoup travaillé, le Président BARROSO et moi-même. Des contacts se sont multipliés entre les différents gouvernements européens. La situation appelle des réactions rapides. Chacun doit faire preuve de sang-froid et de sens des responsabilités. Ce que j'ai dit à Toulon, je le confirme aujourd'hui et j'observe d'ailleurs avec beaucoup d'intérêt que ce que j'ai dit la semaine dernière à Toulon est mis en application aujourd'hui par nos partenaires européens.

J'ai noté avec satisfaction, comme le Président BARROSO, qu'un accord a été conclu aux Etats-Unis, entre l'Administration et le Congrès sur le plan dénommé PAULSON. C'est une bonne nouvelle. Par ailleurs, au Royaume-Uni, en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Allemagne, qu'ont fait les Etats ? Ils sont intervenus pour assurer la sécurité et la stabilité du système financier dans leur pays et dans en Europe. Malheureusement, sans réponse aux initiatives qui vont

système financier dans leur pays et donc en Europe. J'appuie sans réserve ces initiatives qui vont exactement dans le même sens que l'engagement que j'ai pris à Toulon. Nous ne devons pas céder devant la déstabilisation. Il faut soutenir nos banques. Mais, au-delà du problème conjoncturel qui appelle du sang-froid et de la détermination, il y a le problème structurel. Pourquoi en est-on arrivé là ? Dans quelles conditions ? Je confirme mon appel à un sommet, dans les semaines qui viennent pour fonder les bases d'un nouveau système financier international. La réunion à laquelle j'inviterai les quatre Européens du G8, le Président de la zone euro, le Président de la Banque centrale européenne, en compagnie du Président BARROSO, c'est pour préparer tout cela.

J'ajoute qu'avec le Président BARROSO, il nous revient de fixer l'ordre du jour du Conseil européen du 15 octobre. Nous avons décidé ce week-end que, naturellement, nous évoquerons la situation financière et que nous ferons des propositions en la matière. Que les choses soient claires : nous travaillons main dans la main. L'Europe a prouvé, pendant le conflit entre la Russie et la Géorgie, qu'elle existait. L'Europe doit afficher une détermination de politique économique financière aussi grande s'agissant de la crise que nous connaissons. C'est bien ce que nous sommes déterminés à faire, le Président BARROSO et moi-même.

QUESTION - Ma question s'adresse au Président SARKOZY et au Premier ministre SINGH.

Monsieur le Président, est-ce que vous pourriez nous parler davantage des discussions que vous avez eues sur le Pakistan ? Est-ce que l'Union Européenne pense que la façon dont les Etats-Unis attaquent certaines régions du Pakistan est une façon légitime d'intervenir dans ce pays ?

Monsieur le Premier ministre, est-ce que vous pouvez nous parler des assurances qui sont données par l'Union Européenne sur l'Iran ?

M. MAMMOHAN SINGH - En ce qui concerne notre attitude vis-à-vis du programme nucléaire iranien, je l'ai expliqué à plusieurs reprises et je l'ai répété à la réunion de ce matin avec le Président SARKOZY. J'ai dit que l'Iran est signataire du Traité de non-prolifération et, en tant que signataire du Traité de non-prolifération, l'Iran a le droit d'avoir tout ce qui est nécessaire pour développer une coopération dans le domaine d'un programme du nucléaire civil et, en tant que membre du Traité de non-prolifération, il doit également se plier à toutes les obligations qui en découlent.

Nous ne soutenons pas le fait d'avoir un Etat armé de l'arme nucléaire. Donc, il n'est absolument pas question de soutenir les ambitions militaires nucléaires de l'Iran. C'est la position que j'ai expliquée au Président SARKOZY et à ses collègues ce matin.

LE PRESIDENT - S'agissant du Pakistan, j'ai eu l'occasion avec Bernard KOUCHNER de rencontrer le nouveau Président pakistanais. Je lui ai dit combien il était fondamental pour nous que le Pakistan s'engage sans réserve dans la lutte contre les extrémistes. Toute indulgence à l'endroit des extrémistes se paierait d'abord, comme on l'a vu récemment avec cet abominable et lâche attentat à l'hôtel Marriott. Je dois dire que j'ai été sensible à la détermination dont a fait preuve le nouveau Président pakistanais.

Nous voulons aider le Pakistan. Si le Pakistan lutte avec détermination contre les extrémistes et contre les Talibans, alors la question d'incursion de forces armées non pakistanaises ne se posera plus. Nous sommes aux côtés du Pakistan dans la lutte pour la défense des valeurs de la démocratie. C'est un enjeu majeur pour la sécurité et pour l'équilibre du monde. Nous aurons l'occasion avec Bernard KOUCHNER - il y a déjà été - d'aller au Pakistan pour poser les bases de cette collaboration essentielle. Nous avons besoin du Pakistan pour assurer au peuple afghan les conditions de la paix et du développement auxquelles il a droit.

QUESTION - J'ai une question pour le Premier ministre et pour le Président. Un sujet a été évoqué par le Président BARROSO concernant les Chrétiens en Inde. Est-ce que le Premier ministre indien a évoqué le sujet des Sikhs en France concernant le fait de devoir porter le turban ? J'aimerais également poser une question à M. BARROSO concernant cette carte bleue qui est une version très diluée pour le moment et avec l'économie qui souffre, est-ce que vous allez revenir à la façon dont vous aviez présenté cette carte bleue ?

LE PRESIDENT - Nous respectons les Sikhs, leurs coutumes, leurs traditions et ils sont les bienvenus en France. Mais nous avons des règles, des règles s'agissant de la neutralité des

fonctionnaires, des règles s'agissant de la laïcité. Ces règles ne s'appliquent pas spécialement aux Sikhs, aux Musulmans, à qui que ce soit d'autre, elle s'applique à chacun. Sur le territoire de la République française, s'appliquent pour tout le monde, sans aucune exception, les règles de la République française. Il n'y a aucune discrimination. Croyez bien que les Sikhs sont les bienvenus et que nous respectons leurs traditions et leurs habitudes, de la même manière que nous sommes sûrs que, eux aussi, ils respectent les lois, les traditions, les coutumes de la République française. Deuxièmement, je n'aurais pas été jusqu'à comparer la question du turban aussi importante soit-elle et les massacres dont ont été l'objet les Chrétiens. Je pense que ce n'est pas de la même nature, vous en conviendrez.

Je voudrais dire que j'ai été heureux d'affirmer mon amitié avec le Premier ministre indien qui est un homme courageux et les mots qu'il a employés pour condamner le massacre des Chrétiens font honneur à l'Inde. J'ai eu l'occasion de le lui dire, le Président BARROSO l'a dit également, nous avons fait part de notre vive préoccupation à l'endroit des Chrétiens mais nous sommes rassurés par la détermination du Premier ministre indien. Je savais que c'était un homme courageux, il l'a montré une nouvelle fois.

M. JOSE MANUEL BARROSO - En ce qui concerne cette carte bleue, nous avons fait une proposition, ainsi que vous le savez, précisément afin que soit plus facile pour des professionnels, des diplômés de se rendre en Europe. Nous voulons qu'il y ait plus de gens qui viennent en Europe à savoir des migrants, des migrants particulièrement qualifiés et diplômés. Quelquefois, ils ont des difficultés. Cette proposition est négociée au Conseil et je crois que le résultat final sera positif. Naturellement, quelquefois, on désire des résultats plus ambitieux, mais c'est comme cela que l'on travaille dans l'Union Européenne. Il faut que vous compreniez, nous sommes vingt-sept pays et donc, en fin de compte, c'est un compromis entre tous ces pays parce que c'est tout à fait lié à leur souveraineté nationale. Mais je crois que le résultat sera positif, une position équilibrée qui facilitera aux Indiens, notamment, de se rendre en Europe et de coopérer également à l'intérieur de nos Etats membres.

M. MAMMOHAN SINGH - En ce qui concerne la minorité chrétienne en Inde, permettez-moi de dire que l'Inde est un état laïc. Nous sommes un pays qui est multiracial, qui a des religions multiples et la Constitution de l'Inde garantit à tous les citoyens de l'Inde leur liberté et leur droit de prêcher et de pratiquer la religion de leur choix. Il y a eu certains accidents sporadiques dans certaines régions de notre pays mais notre gouvernement a adopté une position très ferme. J'ai moi-même condamné ces actes en disant que c'était des actes qui faisaient honte au pays. Le gouvernement central a envoyé ses forces afin de permettre aux forces de l'Etat de faire respecter l'état de droit. J'aimerais réaffirmer à nouveau que le gouvernement de l'Inde et tout notre pays défendra toujours les valeurs laïques qui sont les bases mêmes de la Constitution indienne. Nous respectons les droits de toutes les minorités religieuses de professer et de prêcher la religion de leur choix.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, je vous remercie.